

CE QUE MARIANNE EN PENSE

La main de Doha

OPA DU QATAR SUR LA TUNISIE

Deux députés islamistes ont frappé à coups de poing et à coups de pied, en plein Parlement tunisien et à quelques heures d'intervalle, Abir Moussi, 46 ans, présidente du Parti destourien libre, leader de l'opposition. Les deux scènes, filmées, jettent une lumière sinistre sur la réalité d'un pays qui fut la star des très mal nommés « printemps arabes ».

L'ONU a condamné « la violence et la misogynie à l'égard des femmes et [notamment] des femmes politiques ». Mais que se passait-il ce 30 juin, à l'Assemblée du Bardo, pour que les agresseurs, Seifeddine Makhoul, chef de la coalition extrémiste Al-Karama, et Sahbi Smara, sympathisant du mouvement, se jettent sur la députée, déjà victime de multiples menaces de mort ? On y débattait d'un projet de loi permettant au Qatar Fund for Development de gérer les intérêts financiers entre la Tunisie et le Qatar. En réalité, un véritable traité permettrait à Doha d'intervenir directement, avec des avantages illimités, dans l'économie tunisienne, ce qui implique des craintes sérieuses pour un pays quasi colonisé par les bailleurs de fonds de l'islamisme.

Le parti Ennahdha et le gouvernement à ses ordres ont tout fait pour que

la loi soit votée malgré l'opposition quasi héroïque d'Abir Moussi, qui leur a tenu tête, malgré la violence, jusqu'à minuit. Sous la coupole du Bardo, temple supposé de la démocratie arabe, s'est ainsi déroulée une triple bataille : contre les femmes, contre les institutions et contre l'indépendance du pays. Mais il se peut qu'Ennahdha ait remporté une victoire en trompe-l'œil. Car l'opinion tunisienne est sous le choc. Et un autre scandale se profile. Rached Ghannouchi, gourou d'Ennahdha et président du Parlement, protège ostensiblement un ancien procureur de la République, Bechir Akremi. Celui-ci aurait dissimulé des preuves dans le dossier des assassinats politiques de Chokri Belaïd et Mohamed Bami, tués en 2013.

Coïncidence : le comité de défense pour la vérité sur ces meurtres a rendu publiques les accusations lors d'une conférence de presse ce même 30 juin, à l'heure où se déchaînait la brutalité au Parlement. L'ancien procureur aurait également caché plusieurs milliers de dossiers de terroristes. Dans une Tunisie qui se reconstruit, frappée de plein fouet par la quatrième vague de Covid, l'atmosphère est décidément étouffante. ■

MARTINE GOZLAN

Soldes

IMMIGRÉS VIRTUELS

Selon une étude de la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), les pays émergents constituent une réserve de 330 millions de télétravailleurs potentiels auxquels s'intéressent de grandes entreprises de services... Pour sous-payer le travail, les patrons n'auront plus besoin de faire venir des travailleurs ou de délocaliser les outils de production. Ils pourront embaucher à distance, au tarif des pays d'origine, sans payer de contributions sociales, comme le font déjà les géants du numérique, lesquels ne paient pas davantage d'impôts, malgré des profits faramineux. Épâtant, non ? Les PDG pourront même proposer à des salariés employés en France de s'expatrier pour profiter des joies du télétravail à l'autre bout du monde, là où il fait toujours beau, afin de mêler avantageusement expatriation et exotisme. Mais à quelles conditions salariales ? À celles du pays d'accueil, évidemment, sinon le « coût du travail » deviendrait insupportable pour les entreprises concernées, qui aiment bien faire jouer la concurrence sociale à condition qu'elle ne soit orientée que dans un sens : à la baisse. ■ FRANÇOIS DARRAS

Palestine

LE VRAI VISAGE DE MAHMOUD ABBAS

Le club bien-pensant des diplomates l'a trop longtemps flatté en lui déroulant le tapis rouge. On a fait l'impasse sur l'antisémitisme virulent de Mahmoud Abbas comme sur la réalité de la violence instaurée contre les Palestiniens en Cisjordanie par le gouvernement

de Ramallah. Tout change depuis la mise à mort du jeune militant Nizar Banat par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne. Une répression sauvage frappe les milliers de manifestants révoltés. On se souvient enfin que l'autocrate, à la fin du mois d'avril, avait annulé les élections législatives et présidentielle, de peur de

voir le Fatah, son parti, et lui-même balayés par une déferlante pro-Hamas. Une vague d'arrestations avait suivi. Les femmes subissent harcèlement et agressions sexuelles, comme l'a dénoncé dans *le Monde* l'avocate palestinienne Diala Ayesha. Il devient donc compliqué de soutenir un Mahmoud Abbas

délegitimé, embourbé dans la corruption. Pourtant, les millions de dollars de l'aide internationale continuent toujours à se déverser sur Ramallah comme si de rien n'était. Mais comment sortir du cercle infernal alors que le grand bénéficiaire de la révolte anti-Abbas est le Hamas ? ■ M.G.